

19 MAI 2020

APRÈS LA CRISE DU COVID19 : POUR DES LENDEMAINS QUI CHANGENT !

CONTRIBUTION DU PRG-LE CENTRE GAUCHE
POUR UNE REFONDATION RÉPUBLICAINE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

République
Laïcité
Libertés individuelles
Solidarité
Écologie
Territoires
Économie humaine et durable

PRG
le centre gauche

Pour des lendemains qui changent !

Les **42 propositions** concrètes du PRG-le centre gauche pour une refondation républicaine, sociale et écologique.

La crise sanitaire que le monde affronte met notre humanité au défi. Notre nation, la France, doit en prendre toute sa part.

Cette crise révèle combien le devenir de l'Humain repose sur la construction collective d'un modèle garantissant sa capacité à :

- Offrir à la société un collectif de valeurs et de libertés essentielles.
- Organiser une société basée sur la reconnaissance du rôle social de chacun pour le collectif, sur la solidarité et la protection des plus faibles.
- Établir une organisation politique décentralisée garantissant les principes essentiels républicains et démocratiques notamment au travers de l'engagement citoyen et des services publics renforcés.
- Faire du développement économique et de la création de richesse un outil au service de l'épanouissement et de l'environnement de la communauté, du progrès et de la science, de l'anticipation et de la prévention des risques.

Face à l'urgence républicaine, à l'urgence sociale, à l'urgence écologique et à l'urgence économique le PRG-le centre gauche propose une refondation républicaine d'ensemble en réponse.

Si le cadre strictement national ne peut être l'alpha et l'oméga de toute pensée ou de toute construction humaine et politique, le PRG-le centre gauche défend ardemment un **modèle républicain laïque, social et écologiste** adapté au 21^e siècle que la France peut mettre en œuvre, porter et promouvoir aujourd'hui.

Ce modèle doit concourir à une **Europe** fédérée au service d'un continent fort et exemplaire

d'humanité, seul capable d'infléchir la course folle, amoralisée et dangereuse de la globalisation. Nous ne concevons pas la perte de souveraineté nationale sans développement d'une **souveraineté** européenne capable de protéger les européens. Celle-ci pourra trouver réalité politique et démocratique par la mise en place d'un **cœur fédéral** pour l'Europe bâti autour de neuf pays.

Les valeurs essentielles portées dans cette contribution sont celles des libertés individuelles comme fondement d'une solidarité collective, la recherche de justice et d'équité et une vision fraternelle des rapports humains qui doit s'imposer aussi dans l'économie.

Ces valeurs sont fondées sur la reconquête de l'**ordre républicain** qui ne peut se concevoir sans un **humanisme** traduit en actes.

Ainsi ce projet se fonde sur une plus grande **responsabilisation des citoyens** et une intransigeance vis-à-vis de celles et ceux qui tenteraient de s'en extraire.

Cette responsabilisation doit pleinement intégrer le rôle de chacun dans la lutte contre les **changements climatiques** et les dégradations infligées à notre écosystème et notre planète.

La **refondation républicaine** de la France est un long chemin de partage d'une Histoire, d'une identité républicaine et d'une vision de notre vie collective dans ce siècle qui s'ouvre.

La présente contribution n'a pas vocation de répondre à tous les sujets de vie des Français mais à poser un cadre et des principes concrets qui pourraient insuffler **concorde et fierté collective** dans notre pays.

Offrir à la société un collectif de valeurs et de libertés essentielles

Nous faisons des libertés individuelles le socle d'une société adulte et responsable au sein de laquelle l'éducation, la culture et l'engagement citoyen sont les piliers d'un collectif éclairé et solidaire.

1 Nous proposons, **pour renforcer la laïcité, l'abandon du concordat d'Alsace-Moselle et de tout financement public en direction des activités culturelles, culturelles et éducatives** organisées au nom d'une religion.

2 Nous proposons **un droit opposable pour l'accès à la culture pour tous les citoyens et tous les territoires** notamment par la mise en place d'une fondation nationale financée par la contribution des budgets publics et des entreprises. Cette fondation sera chargée de veiller à l'accessibilité de la culture pour tous et au soutien à la **création, à la distribution et à la diversification de l'offre artistique dans les territoires ne proposant pas ou peu d'offre culturelle.**

3 Nous proposons que le **bénévolat** soit reconnu par l'obtention de trimestres de retraite en contrepartie de l'engagement citoyen. Cette reconnaissance sera bonifiée pour les bénévoles **engagés dans la solidarité et l'accompagnement des personnes âgées ou handicapées.**

4 Nous proposons une loi sur le **droit de mourir dans la dignité** intégrant le droit pour chacun de décider librement des modalités de sa fin de vie en cas de maladie incurable.



5 Nous proposons pour des raisons de santé publique, d'ordre public et de réinsertion de tous les territoires dans la République de **légaliser le cannabis**, de rendre sa production et sa distribution publique.

Organiser une société basée sur la reconnaissance du rôle social de chacun pour le collectif, sur la solidarité et la protection des plus faibles

L'organisation sociale repose sur le travail, la solidarité et la lutte contre le déterminisme social.

La valeur travail, au gré de la financiarisation de l'économie et de la sur-spécialisation des emplois, a réduit injustement la reconnaissance de celles et ceux qui assurent les productions et services essentiels.

Un déterminisme social s'est installé, figeant les inégalités, excluant les plus fragiles.

Nous voulons permettre une société où chacun trouve la juste reconnaissance de son rôle social et où le déterminisme social cesse d'interdire l'avenir.

Pour une reconnaissance du travail et une démocratie sociale

6 Nous proposons la mise en place d'une **échelle des salaires** de 1 à 50 dans les entreprises privées et publiques, assurant l'**égalité salariale femmes-hommes**. Une échelle des salaires adaptée devra aussi être mise en œuvre dans la fonction publique.

7 Nous proposons l'obligation de verser les **primes d'intéressement**, voulues par les entreprises, **aux plus bas salaires, versées pour moitié sous forme de chèques vacances pour soutenir le tourisme et la culture**.

8 Nous proposons la **redistribution de 10% des dividendes** des actionnaires aux salariés.

9 Nous proposons la mise en place **des organes de consultation (CSE) et de protection (CHSCT)** dans les entreprises de plus de 10 salariés.

10 Nous proposons que **20% des postes des conseils d'administration des entreprises soient occupés par des salariés** élus au sein de l'entreprise.

Pour lutter contre le déterminisme social et l'exclusion

11 Nous proposons l'octroi d'un **capital de départ dans la vie** de 50 000 € maximum, dès l'âge de 18 ans pour les jeunes français·e·s ayant fourni tous les efforts d'insertion dans la société et présentant un projet de démarrage de vie. Ce capital sera financé par les banques et notamment récupéré sur les successions qui seront ainsi réformées.

12 Nous proposons l'octroi d'un **revenu minimum de vie** égal au SMIC pour toutes celles et ceux qui, **victimes du handicap ou des accidents de la vie**, ne peuvent espérer s'insérer pleinement dans la marche économique de la société.



Établir une organisation politique décentralisée garantissant les principes essentiels républicains laïques et démocratiques

L'organisation publique repose sur la démocratie au travers d'une organisation publique favorisant l'engagement citoyen et des services publics renforcés.

Celle-ci peut prendre plusieurs aspects. La démocratie électorale ou représentative assure que des projets clairs et légitimés par le suffrage s'inscrivent dans le temps et que la gestion publique soit ainsi assurée.

Elle ne peut néanmoins faire reposer sur un seul être humain ou sur un petit groupe la capacité de tout faire et de tout résoudre.

Elle ne doit pas amputer non plus la capacité des citoyens à s'engager pour définir les grandes orientations d'avenir et doit veiller pour être en prise directe avec eux, à une véritable proximité.

La République repose sur des services publics portés par des agents publics et financés par l'impôt.

Les services publics de santé, d'éducation, de solidarité et de sécurité sont plus que jamais essentiels.

Leur réalité repose sur des agents publics qui doivent être reconnus et soutenus. Leur présence sur tous les territoires est un impératif.

Ils reposent aussi sur une contribution des Français·e·s qui doit être juste pour être comprise et acceptée.

En conséquence nous proposons une VI^e République décentralisée.

Pour nos institutions

13 Nous proposons un **État central où le ou la Président de la République** sera le garant du bon fonctionnement de la démocratie, des institutions et des valeurs essentielles de la République. Dans ce cadre, **il ou elle sera élu·e au suffrage universel indirect** par l'ensemble des élus du pays, et se verra confier un mandat de **sept ans non renouvelable**.

14 Nous proposons que **l'action de l'État central soit mise en œuvre par un Premier ministre** issu du courant majoritaire élu lors des élections législatives. Il sera chargé de l'action publique régaliennne et stratégique ainsi que la coordination des politiques publiques sur le territoire.

15 Nous proposons que **30% des députés** soient élus



paritairement par le recours au mode de **scrutin proportionnel**.

16 Nous proposons que les **16 régions portent l'action publique non régaliennne**. Les départements et le bloc communal seront chargés de la gestion publique locale. En conséquence les collectivités locales seront dotées d'une **réelle autonomie fiscale** par transfert d'une part des contributions existantes perçues par l'État et un **statut de l'élu local** sera mis en place.

17 Nous proposons que le **Sénat devienne une véritable chambre des territoires**. Les présidents de régions, de départements et de métropoles siégeront de droit. L'autre moitié de la chambre sera composée d'élus locaux élus par leurs pairs au sein de chaque département.

18 Nous proposons que le **Conseil économique social et environnemental soit composé de personnalités élues** au sein des syndicats de salariés et patronaux, des représentants économiques, au sein des partis politiques et au sein des associations caritatives, culturelles, sportives et environnementales. Qu'il dispose **du recours aux corps de contrôle de l'État** (inspections générales et Cour des comptes) pour assurer le suivi de l'action publique et soit chargé de **proposer les grandes orientations sociales, sociétales écologiques et économiques du pays**.

19 Nous proposons de rendre le **vote obligatoire** et de **reconnaitre le vote blanc**.

20 Nous proposons que le **droit de vote des étrangers** installés légalement depuis 10 ans en France et contribuant aux budgets nationaux et locaux soit autorisé pour les **élections locales**.

Pour nos services publics et nos agents publics

21 Nous proposons que le **coût des services publics essentiels** ne soit plus comptabilisé en charge de fonctionnement mais d'investissement et **sorte du calcul européen de la dette publique**.

22 Nous proposons que dans les territoires tendus en termes d'habitat ou dans les territoires désertifiés, **le logement des agents publics** soit assuré par leur administration dans le cadre d'un grand plan public de réhabilitation et de construction de logements dédiés.

Pour la fiscalité

23 Nous proposons le retour à la progressivité de l'impôt par le **rétablissement d'une contribution sur la fortune**.

24 Nous proposons la dé-
possession totale des biens pour les personnes se rendant **cou-
pables de fraude fiscale massive
et organisée**.

25 Nous proposons de négocier avec l'Europe une **TVA différenciée favorisant les produits maritimes, agricoles et industriels de production ou fabrication locale** ainsi qu'un taux minimal pour tous les produits de première nécessité alimentaire ou hygiénique.

26 Nous proposons une **taxe carbone** pour les entreprises polluantes de tous les secteurs économiques qui ne réduisent pas leur consommation d'énergie et leurs processus polluants de 3% par an pendant 10 ans.

27 Nous proposons **une taxe sur « le luxe carboné »** sanctionnant les choix individuels de consommation pénalisant l'environnement. Ainsi le second vol annuel international pour convenance personnelle (hors étudiants), l'acquisition de véhicules à forte consommation d'énergie fossile et l'acquisition de tous biens et produits générant une forte empreinte carbone, y compris pour les denrées alimentaires non essentielles dont les fruits et légumes hors saison.

28 Nous proposons que les **citoyens décident librement de l'affectation de 10% de leur contribution fiscale** annuellement, en direction des services publics ou dispositifs publics leur paraissant essentiels (hors régalien).

Faire du développement économique et de la création de richesse un outil au service de l'épanouissement et du cadre de vie de la communauté, du progrès et de la science, de l'anticipation et de la prévention des risques

La puissance économique doit servir l'intérêt collectif, préserver notre environnement et préparer l'avenir.

La crise que nous traversons démontre que le développement économique uniquement fondé sur le profit de court terme met en danger le collectif et appauvrit la nation.

La souveraineté industrielle doit être décrétée dans les domaines stratégiques de la santé, de l'alimentation, de l'énergie, des transports et du numérique. Elle doit se développer au plan national et européen et anticiper dès aujourd'hui la place grandissante de l'intelligence artificielle pour la contrôler et l'orienter au service de l'Humain.

La préservation de l'environnement doit en devenir le cadre strict et favoriser le « penser global, agir local ».

Cette nouvelle politique économique doit s'installer dans le temps.



À court terme

29 Nous proposons de **soumettre à autorisation les fusions-acquisitions et de limiter l'actionnariat des fonds d'investissement** (type fonds de pension) afin de préserver le tissu industriel des effets de la crise et d'éviter que nos entreprises soient rachetées par le biais d'opérations de spéculation agressive dans une période de grande faiblesse.

30 Nous proposons que **des campus de l'industrie stratégique** soient ouverts en urgence pour former des salariés et permettre le redémarrage des industries délocalisées.

31 Nous proposons que **les industries stratégiques soient exonérées** de charges sociales et patronales sur la valeur des contrats d'exclusivité avec l'État et que les aides publiques aux entreprises non stratégiques soient revues.

32 Nous proposons de **réserver les aides publiques aux entreprises respectant les exigences environnementales**, contribuant à la fiscalité nationale et ne disposant d'aucune entité dans un paradis fiscal.

33 Nous proposons que **l'origine géographique de production et de transformation** de tous les produits de consumma-

tion soit clairement indiquée et que **l'acquisition sur internet des produits à fort coût carboné fassent l'objet d'une acceptation expresse des consommateurs ainsi que d'une taxe dédiée** (cf. taxe sur le luxe carboné).

34 Nous proposons une **charte numérique des droits Humains** tant pour l'accès de tous aux technologies de l'information que pour la préservation de la vie privée.

35 Nous proposons que l'État et les collectivités imposent le recours à des **moteurs de recherche nationaux sans traçage** des utilisations pour leurs administrations et toutes les personnes morales bénéficiant de l'argent public.

36 Nous proposons que l'État crée une **grande agence de l'intelligence artificielle et du numérique** afin de procéder à la recherche et au contrôle de ces nouvelles technologies en luttant ainsi contre la fuite des cerveaux vers des opérateurs privés étrangers.

À moyen terme

37 Nous proposons que **les centres de données (Big Data) des GAFAM hébergeant les données françaises soient installés en France** avec droit de regard et de contrôle de l'État au travers de la CNIL dont les moyens devront être considérablement accrus.

38 Nous proposons que **l'octet de données personnelles soit valorisé et facturé** aux GAFAM.

39 Nous proposons **une coopération européenne de type « Airbus » pour la production de produits pharmaceutiques, de matériel médical, d'énergies renouvelables non fossiles et d'intelligence artificielle.**

40 Nous proposons que **l'économie bleue** devienne une priorité nationale en matière de recherche et d'investissement public. Ainsi au-delà des activités traditionnelles marines et maritimes, toutes les activités durables en matière d'énergie, de bioressource visant à l'amélioration des productions agro-alimentaires, cosmétiques ou chimiques soient encouragées par des aides publiques prioritaires.

41 Nous proposons de **nationaliser l'eau.**

42 Nous proposons que **l'éolien offshore** soit développé.



PRG

le centre gauche

PRG-le centre gauche

3 avenue Constant Coquelin
75007 PARIS

01 45 66 67 68
prg@prg.com.fr